

**Viêt-Nam Truong Quoc Huy (h)**  
**Préoccupation : Prisonnier d'opinion**

« Un nombre croissant de militants courageux défient la répression d'Internet et l'utilisent pour lutter en faveur des droits humains. » communiqué de presse Amnesty International, *Viêt-Nam : La répression d'Internet crée un climat de peur* (index AI : ASA 41/010/2006)

Le 18 août 2006, Truong Quoc Huy a été arrêté alors qu'il utilisait un site de discussion en ligne dans un cybercafé à Ho Chi Minh-Ville. Depuis son arrestation, on ignore toujours où il se trouve. Il aurait été inculpé, au titre de l'article 88 du Code pénal, de « *propagande contre la République socialiste du Viêt-Nam* ». Cette infraction est passible de vingt ans d'emprisonnement.

Truong Quoc Huy avait déjà été arrêté à Ho Chi Minh-Ville le 19 octobre 2005, avec deux de ses frères et une amie. Ils avaient participé à une discussion sur Internet. Le site était hébergé par une entreprise web basée à New York, PalTalk, qui souhaitait relayer « *la voix des gens au Viêt-Nam et à l'étranger* ». Cinquante agents de police sont entrés dans sa maison vers trois heures du matin, ont battu les quatre jeunes gens et les ont emmenés à la prison de haute sécurité B34.

Le frère de Truong Quoc Huy, Truong Quoc Nghia, a été libéré par la suite, tandis que les autres restaient en détention au secret pendant neuf mois au titre de l'article 79 du code pénal (« *activités visant à renverser le gouvernement populaire* »). On leur a refusé toute forme de représentation juridique, ainsi que les visites de leur famille. Pendant qu'il était en détention, l'entreprise informatique de Truong Quoc Tuan, le troisième frère, a fait faillite.

En août 2006, six mois après sa libération, Truong Quoc Huy avait déclaré qu'il continuerait à critiquer le gouvernement et qu'il soutenait Bloc 8406, un nouveau mouvement prodémocratique en ligne appelant à un changement politique pacifique et au respect des droits humains. Le 18 août 2006, il a été arrêté une nouvelle fois par des policiers en civil dans un cybercafé à Ho Chi Minh-Ville, alors qu'il était connecté au site de PalTalk.

Amnesty International pense que Truong Quoc Huy est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ; elle le considère par conséquent comme un prisonnier d'opinion.

**Écrivez aux autorités :**

- pour demander des informations crédibles concernant les accusations portées contre Truong Quoc Huy, son lieu de détention et son état de santé ;
- pour exiger la libération immédiate et inconditionnelle de cet homme, ainsi que celle de nombreuses autres personnes arrêtées pour avoir simplement exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et d'accès à l'information ;
- pour demander que soient abrogés ou modifiés en urgence les décrets relatifs à Internet, la Loi relative à la presse (modifiée en 1999), la Loi relative à l'édition, l'Ordonnance de protection des secrets d'État et, surtout, le Code pénal, afin de mettre ces textes en conformité avec les obligations

internationales du Viêt-Nam en matière de droits humains ; toutes les dispositions ambiguës relatives à la sécurité nationale de ces textes doivent être clairement redéfinies ou supprimées, de telle sorte qu'elles ne puissent pas être appliquées de façon arbitraire pour réprimer les dissidences légitimes, les débats, l'opposition et la liberté d'expression ;

- pour demander la suppression de toutes les restrictions et ingérences arbitraires visant le fonctionnement et l'utilisation d'Internet, qui portent atteinte à la liberté d'expression, et la cessation des pratiques comme la censure ou la surveillance des utilisateurs, qui ne sont pas conformes aux obligations du Viêt-Nam en matière de droits humains.

**Merci d'envoyer vos appels au destinataire suivant :**

Prime Minister Nguyen Tan Dung  
Office of the Prime Minister  
Hoang Hoa Tham  
Ha Noi  
République socialiste du Viêt-Nam